

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20220628-lmc1169042A-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 5 juillet 2022
Date d'affichage : 04/07/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
MARDI 28 JUIN 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mardi 28 juin 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
62	17	2
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 22/06/162</p> <p>CONVENTIONS D'ACHAT D'EAU EN GROS A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SUD SAINTE BAUME - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

PRESENTS :

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Philippe LEROY, M. Jean-David MARION, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Francis ROUX, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO, M. Emilien LEONI.

REPRESENTES :

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Véronique BERNARDINI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Michel DURBANO, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI.

ABSENTS :

M. Frédéric BOCCALETTI, M. Amaury NAVARRANNE.

Séance Publique du 28 juin 2022

N° D' O R D R E : 22/06/162

**O B J E T : CONVENTIONS D'ACHAT D'EAU EN GROS A LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SUD SAINTE
BAUME - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU les arrêtés préfectoraux du 25 février 1963, du 24 janvier 1966 et du 20 mars 1967 portant création du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable Bandol / Sanary / Six Fours / Ollioules pour la production et la livraison d'eau aux quatre communes membres à partir des installations de captage existantes situées sur le territoire de la commune de Sanary,

VU les conditions antérieures de délivrance d'eau par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable Bandol / Sanary / Six Fours / Ollioules aux communes d'Ollioules et de Six-Fours-Les Plages, et, en particulier les règles de répartition de l'eau produite par commune actées par délibération syndicale du 29 mars 1985,

VU le retrait de plein droit des communes d'Ollioules et de Six-Fours-les-Plages du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable Bandol / Sanary / Six Fours / Ollioules au 1^{er} janvier 2018,

VU la dissolution du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable Bandol / Sanary / Six Fours / Ollioules au 1^{er} janvier 2019 suite au transfert de la compétence eau potable des communes de Bandol et de Sanary-sur-Mer à la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume,

VU le contrat de Délégation de Service Public d'eau potable conclu par la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume avec la Société des Eaux de Marseille pour l'exploitation du service de production d'eau potable pour les communes de Bandol et de Sanary à compter du 01/01/2020,

VU le contrat de Délégation de Service Public conclu avec la Société SUEZ EAU France pour l'exploitation du service d'eau potable de la commune d'Ollioules à compter du 25/01/2021,

VU la délibération n°20/12/313 du 15 décembre 2020 portant création et statuts de la régie d'eau potable à autonomie financière de Six-Fours-les-Plages,

VU l'avis de la Commission Espaces Publics et Proximité en date du 10 mai 2022,

VU l'avis de la Commission des Finances et Administration Générale du 20 juin 2022,

CONSIDERANT la nécessité de poursuivre la fourniture d'eau aux communes d'Ollioules et de Six-Fours-les-Plages depuis les installations de production d'eau de la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume,

CONSIDERANT la convention de fourniture d'eau potable entre la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume et la Métropole Toulon Provence Méditerranée annexée explicitant les modalités techniques, administratives et financières de la fourniture d'eau potable,

CONSIDERANT la convention de facturation relative aux livraisons d'eau sur la commune d'Ollioules entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la Société SUEZ EAU France, la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume et la Société des Eaux de Marseille annexée explicitant les dispositions relatives au paiement des factures,

CONSIDERANT que les factures d'achat d'eau associées seront établies au nom de la Société SUEZ EAU France en tant que Déléataire du service d'eau potable de la commune d'Ollioules,

CONSIDERANT la convention de facturation relative aux livraisons d'eau sur la commune de Six-Fours-les-Plages entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume et la Société des Eaux de Marseille annexée explicitant les dispositions relatives au paiement des factures,

CONSIDERANT que les factures d'achat d'eau associées seront établies au nom de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé ci-dessus.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes des conventions suivantes :

- La convention de fourniture d'eau potable entre la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume et la Métropole Toulon Provence Méditerranée
- La convention de facturation relative aux livraisons d'eau sur la commune d'Ollioules,
- La convention de facturation relative aux livraisons d'eau sur la commune de Six-Fours-les-Plages.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer les conventions suivantes :

- La convention de fourniture d'eau potable entre la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume et la Métropole Toulon Provence Méditerranée
- La convention de facturation relative aux livraisons d'eau sur la commune d'Ollioules,
- La convention de facturation relative aux livraisons d'eau sur la commune de Six-Fours-les-Plages,

ARTICLE 4

DE CHARGER Monsieur le Président de la Métropole TPM de prendre toutes les dispositions et de signer tous les actes nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5

D'AFPECTER les dépenses afférentes à ces conventions aux Budgets Annexes Eau Potable 40 et 42 au chapitre 11 - article 605.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 79

CONTRE 0

ABSTENTION 0

**CONVENTION DE FOURNITURE D'EAU POTABLE ENTRE
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SUD SAINTE
BAUME
ET LA MÉTROPOLE TOULON PROVENCE
MÉDITERRANÉE**

Entre :

La Métropole **TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM)** représentée par son Président en exercice, **Monsieur Hubert FALCO**, dûment habilité par une délibération du conseil métropolitain du,

Ci-après désignée « **La Métropole** »
D'UNE PART,

Et :

La Communauté d'agglomération **SUD SAINTE BAUME (CASSB)** représentée par son Président en exercice, **Madame Blandine MONIER**, dûment habilité par une délibération du conseil communautaire du,

Ci-après désignée « **La Communauté** »
D'AUTRE PART,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Cette convention fait suite à la disparition du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de Bandol / Sanary / Six-Fours / Ollioules.

Du fait du transfert de la compétence eau potable au 1er janvier 2018 pour la Métropole TPM, deux de ses communes membres, Six-Fours-les-Plages et Ollioules, sont sorties de l'ex-SIAEP.

Par la suite un autre transfert de compétence au profit de la Communauté d'Agglomération SUD SAINTE BAUME est intervenu sur son territoire au 1^{er} janvier 2019. La dissolution du syndicat a été prononcée.

À ce jour et compte tenu des compétences respectives des deux EPCI en matière d'eau potable, la CASSB assure la fourniture d'eau à la Métropole TPM par substitution à l'ex-SIAEP pour les territoires de Six-Fours-les-Plages et Ollioules.

Les modalités du maintien de la fourniture des volumes nécessaires pour ces deux communes sont définies entre les deux parties dans la présente convention dans les articles ci-après.

Article 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques, administratives et financières de la fourniture d'eau potable destinée à la consommation humaine entre la Communauté (collectivité vendeuse) et la Métropole (collectivité acheteuse).

Article 2 : Cadre juridique de la convention

La convention est conclue dans le cadre de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui prévoit la possibilité de confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements, ou à toute collectivité territoriale ou établissement public.

En outre, dans la mesure où elle organise une relation interne au secteur public, et dans la mesure où cette convention ne s'exerce pas sur un marché concurrentiel, elle est exempte de toute procédure de publicité et de mise en concurrence.

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de sa signature en 2022 jusqu'au 31 décembre 2029. À son expiration, elle sera reconduite par tacite reconduction par période de cinq (5) ans.

La prise en charge des prestations à effet du 01/01/2020 s'effectueront selon les modalités prévues à l'article 12.

Article 4 : Missions confiées à la Communauté

4.1 Actes, contrats

Dans le cadre de ses missions, la Communauté assure la gestion des affaires courantes : portage du contrat de délégation de service public, remboursement des emprunts, gestion patrimoniale des ouvrages, des biens meubles et immeubles.

4.2 Maintenance, entretien des ouvrages et équipements

La Communauté, via le délégataire du contrat de concession, assure le maintien en état de fonctionnement des ouvrages de production d'eau et de distribution d'eau jusqu'au point de livraison. Cette mission s'exerce sur l'ensemble des ouvrages, tous situés sur la commune de Sanary-sur-Mer.

La partie du branchement située en amont du compteur de livraison y compris le compteur, sera entretenue et maintenue en état de marche par la Communauté ou son exploitant.

La partie du branchement située à l'aval du compteur sera maintenue en état de marche par la Métropole ou son exploitant. Toute intervention dans les chambres de comptage sera faite en présence des deux délégataires.

Article 5 : Relevés des compteurs

Le relevé des index du compteur ou débitmètre de livraison est réalisé par la Communauté via le délégataire du contrat de concession à distance ou à défaut mensuellement sur site. Aucune facture ne pourra être émise sur la base d'estimations.

Le relevé de l'index de livraison est réalisé de façon contradictoire une fois par trimestre par les représentants des deux collectivités ou par leurs délégataires éventuels.

En cas de panne ou d'irrégularité dans le fonctionnement du compteur ou du débitmètre, la fourniture sera évaluée à partir des moyens de comptages de la Métropole.

Article 6 : Vérification des compteurs

Les représentants des deux collectivités et/ou leurs délégataires éventuels peuvent accéder à tout moment aux compteurs. Ils peuvent demander la vérification du bon fonctionnement, en particulier leur étalonnage.

Si le compteur fonctionne dans les conditions prévues par le constructeur, les frais entraînés par la vérification sont à la charge de la collectivité qui en a fait la demande.

Dans le cas contraire, ils sont à la charge de la Communauté.

La Métropole aura l'autorisation de raccorder ses propres appareils de télé-contrôle sur les équipements de la Communauté, après avis technique de cette dernière.

Les équipements de la Métropole fonctionnent en doublon de ceux de la Communauté par duplication de la donnée. Ils seront indépendants des outils de télé-contrôle de la Communauté, entretenus et posés par la Métropole à ses frais. Un accès permanent sera laissé à la Métropole sur ses équipements même s'ils sont positionnés dans des ouvrages de la Communauté. Toute intervention dans les chambres de comptage sera faite en présence des deux délégataires.

Article 7 : Description des moyens de livraison

Les travaux réalisés en 2019/2020 au niveau de l'échangeur autoroutier de Sanary-sur-Mer ont entraîné des modifications sur les réseaux d'adduction de « Sanary-sur-Mer haut service » et « Ollioules ». Désormais, l'adduction des départs "Sanary-sur-Mer haut service" et "Ollioules" depuis la station de pompage, jusqu'à la chambre de comptage (cf. Annexe 1) se fait par une canalisation commune.

Dans la chambre de comptage, les départs "Sanary-sur-Mer haut service" et "Ollioules" sont dissociés et chacun possède :

- des vannes d'arrêt (amont / aval),
- un stabilisateur de flux,
- un compteur dédié.

Les compteurs des départs "Sanary-sur-Mer bas service", "Bandol", "Six-Fours", "Sanary-sur-Mer haut service / Ollioules", sont des compteurs mécaniques de Marque ITRON, type WOLTEX M, et de classe de précision B.

La livraison d'eau vers la régie de Six-Fours-les-Plages reste quant à elle inchangée.

Article 8 : Qualité de l'eau

La qualité de l'eau livrée doit être, aux points de livraison et à tout moment, conforme aux limites et références définies par le Code de la Santé Publique.

Un taux de chlore libre minimum de 0,1 mg/L sera assuré au point de livraison.

Les résultats des prélèvements et analyses périodiques exécutés par la Communauté jusqu'au point de livraison, sont communiqués à la Métropole au rythme de leur réalisation.

Il revient à l'acheteur de s'assurer que les limites et références de qualité visées ci-dessus restent respectées sur son réseau de distribution et de mettre en œuvre les dispositions nécessaires.

Article 9 : Volumes d'eau livrés à la Métropole à partir de la station de pompage

L'eau potable est délivrée à la Métropole par la Communauté, aux points de livraison des communes d'Ollioules et de Six-Fours-les-Plages.

La Communauté assure à la Métropole une quantité d'eau issue de ses forages à hauteur de 18,75 % de sa production moyenne annuelle, soit 1 335 m³/jour, dans les proportions suivantes :

- Six-Fours : 12,5 % du volume total

Volume journalier = 890 m³
Volume annuel = 324 850 m³

- Ollioules : 6,25 % du volume total
Débit minimum garanti = 5,15 l/s
Volume journalier = 445 m³
Volume annuel = 162 425 m³

La Communauté assure à la Métropole une livraison d'un débit minimum garanti correspondant à 1/3 du débit moyen, soit : 445 m³/jour (5,15 l/s).

En cas de besoin, la Métropole pourra solliciter une modification des proportions de répartition des livraisons sur les différents points de connexion.

Les exploitants respectifs se concerteront afin d'assurer au cas par cas l'optimisation de la livraison en fonction des besoins de la Métropole sur les deux communes simultanément ou sur chacune des deux communes.

Article 10 : Obligations spécifiques de la Communauté

10.1 Modalités d'intervention en cas de défaillance du service

En cas de défaillance de quelque nature que ce soit, empêchant la livraison normale d'eau, la Communauté devra :

- Informer immédiatement la Métropole et son exploitant en fournissant tous les éléments disponibles sur la situation et son évolution prévisible, de manière à ce que les mesures nécessaires puissent être prises,
- Prendre s'il y a lieu, toutes les mesures d'urgence nécessaires pour protéger la santé publique,
- Remettre les installations en état de fonctionnement le plus rapidement possible,
- En cas d'absence de livraison normale constatée par la Métropole, la Communauté, après en avoir été informée, devra prendre toutes les mesures nécessaires en vue de rétablir la livraison normale de l'eau.

10.2 Situation de crise

En cas d'obligation de restrictions de la distribution suite à une pollution accidentelle d'une ressource, une rupture importante sur les moyens d'amener (conduite ou pompe) ou un cas de force majeure (par exemple, interruption de la livraison d'énergie électrique), la Communauté s'engage à appliquer à l'acheteur les mêmes dispositions qu'elle appliquera à ses propres usagers.

Au-delà d'un défaut d'approvisionnement de 24h les deux parties se rapprocheront pour examiner la rémunération des parties fixes détaillées à l'article 11.

Article 11 : Tarifs de vente de l'eau

Le tarif de vente d'eau en gros est fixé comme suit :

11.1 Facturation d'une part fixe

La Communauté facturera à la Métropole ou à son délégataire une part fixe annuelle de 3 750 €.

Le montant de la part fixe est déterminé en prenant compte les charges à caractère général, notamment les charges de personnel nécessaires au suivi et contrôle de la DSP (estimées sur la base de 0,15 ETP agent de catégorie A et 0,1 ETP agent de catégorie C) qui s'élèvent à 20 000 €/an.

En considérant la répartition à hauteur de 18,75 % (cf. Article 9) des charges indiquées ci-avant, le montant de la part fixe annuelle pour la Métropole s'élève à 3 750 € répartie comme suit :

- Pour Six-Fours 12,5 % soit : 2 500 €
- Pour Ollioules 6,25 % soit : 1 250 €

Cette part fixe correspond précisément aux charges générées par le service.

Cette part fixe est ferme sur la durée de la convention. Toutefois, la part fixe pourra être révisée si des investissements sont réalisés par la Communauté (cf. Article 13).

La facturation sera effectuée par la Communauté.

11.2 Facturation d'une part proportionnelle

Quel que soit le volume acheté, le prix d'achat pour la Métropole est fixé à **0,1532 €/m³**, en valeur de base calculée au 01/01/2020.

La facturation sera établie par le délégataire de la Communauté, tous les trimestres, à terme échu. Une facture distincte sera émise par site de livraison.

La facturation sera réalisée sur la base des index relevés sur site ou à distance. Les factures comporteront obligatoirement les "index anciens" et les "index nouveaux" ainsi que les volumes réellement consommés sur une période donnée. TPM se réserve le droit de rejeter la facture si la présentation de ces éléments n'est pas respectée.

Ces tarifs prennent en compte les charges supportées par la Communauté pour le service rendu aux deux communes de la Métropole et est exclusif de toute autre rémunération ou indemnisation.

11.3 Formule de révision

Le tarif part proportionnelle est actualisé par application de la formule de révision et des conditions de révision prévues au contrat de délégation passé avec la

Communauté, y compris les avenants à ce contrat de délégation éventuellement souscrits.

Le tarif est actualisé tous les semestres par application des indices connus le 1^{er} jour de chaque semestre en application de la formule suivante (conformément au contrat de délégation passé avec la Communauté) :

$$T_n = T_0 \times K$$

T_n : tarif applicable à la facturation de la période n

T₀ : tarif de base établi aux conditions du contrat et d'un montant de 0.1532 €HT

K : coefficient de variation représentatif de l'évolution des charges supportées par le concessionnaire entre la période 0 et la période n, calculé avec les indices connus le premier jour du semestre n.

$$K = 0,15 + 0,17760 \times \frac{ICHT E}{ICHT E_0} + 0,2169 \times \frac{EI}{EI_0} + 0,0774 \times \frac{TP10 A}{TP10 A_0} + 0,0989 \times \frac{FSD2}{FSD2_0} + 0,2792 \times \frac{R}{R_0}$$

ICHT E₀ est l'indice du coût horaire du travail des industries mécaniques et électriques, tous salariés, de la production et de la distribution d'eau, de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution.

EI₀ est l'indice de l'électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA (moyenne des 12 dernières valeurs connues au 01/01/2020)

TP10₀ est la valeur de l'index national des travaux publics canalisations, égouts assainissement et adductions d'eau avec fourniture de tuyaux connue au 01/01/2020

FSD2₀ est l'indice des frais et services divers 2^e catégorie connue au 01/01/2020

R₀ est le prix du m³ d'eau brute à usage normal pour la période de pointe zone tarifaire 2 du barème SCP

On prend la valeur de ces indices connues au 1^{er} janvier et juillet de l'année N pour la détermination des prix applicables aux trimestres suivants (sauf pour l'indice 10534766 = moyenne des 12 dernières valeurs)

Dans le cas où un des paramètres définis ci-dessus cesserait d'être publié, les parties se mettent d'accord pour lui substituer un ou des paramètres équivalents qui feraient l'objet d'un échange de courrier avec accusé de réception.

Article 12 : Paiement de la facture

Les dispositions relatives au paiement des factures seront détaillées dans deux conventions de facturation :

- Une convention relative aux livraisons sur la commune d'OLLIOULES
- Une convention relative aux livraisons sur la commune de SIX FOURS LES PLAGES

Ces conventions seront quadripartites : Métropole – Exploitant Métropole – Communauté – Exploitant Communauté.

Ces conventions prévoient le paiement des factures par l'exploitant en fonction des modes de gestion pour les communes desservies.

En l'absence de signature de conventions de facturation spécifique, les sommes dues seront réglées par la Métropole.

Pour la période comprise entre le 01/01/2020 et la signature de la présente, les parties conviennent que les prestations seront payées par la Métropole conformément aux dispositions de l'article 11 sur présentation des factures correspondantes dûment justifiées tous les trimestres à terme échu.

Article 13 : Révision de la convention

Chacune des parties est fondée à demander la révision de la présente convention dans le cas où les conditions de production ou de fourniture d'eau seraient modifiées de façon substantielle.

Lorsque l'acheteur aura un besoin d'achat en eau potable supérieur au volume maximum fixé à l'article 9 de la présente convention, cette dernière sera renégociée.

Les parties sont convenues que la part fixe (cf. article 11.1) sera révisée si des investissements sont réalisés par la Communauté afin de sécuriser et pérenniser la production d'eau dans l'intérêt commun des usagers de la Communauté et de la Métropole pendant la durée de la présente convention. La durée d'amortissement de ces investissements sera validée par les deux parties. Il est d'ores et déjà convenu que pour ces investissements de sécurisation et/ou pérennisation de la production d'eau, la clé de répartition financière sera à minima, la même que celle indiquée à l'article 11.1 (TPM à hauteur de 18,75 % dont Six-fours 12,5 % et Ollioules 6,25 %).

La Communauté s'engage à fournir à la Métropole tous documents permettant de justifier la révision du tarif.

Article 14 : Responsabilités – Assurances

La Communauté est responsable à l'égard de la Métropole et des tiers des éventuels dommages de tous ordres résultant du non-respect de ses obligations dans le cadre de la présente convention.

Elle s'engage à maintenir toute police d'assurance garantissant sa responsabilité civile dans le cadre de l'exécution des missions confiées au titre de la présente convention.

Il est également convenu que l'intégralité des biens meubles et immeubles associés aux missions qui lui sont confiées continuera d'être assurée par la Communauté. Spécialement, elle maintiendra sa garantie contre tous les dommages susceptibles d'affecter ces biens et continuera à contracter tous les contrats la garantissant contre les risques inhérents à leur utilisation.

La Communauté s'engage à payer les primes d'assurance correspondantes et à assurer le suivi des éventuels dossiers « sinistres » (déclaration, gestion des relations avec l'assureur et les experts, état des pertes, encaissement des indemnités sous déduction des franchises et des limitations de garantie). Elle réalisera les travaux de réparation / reconstruction nécessaires.

La Communauté certifie par ailleurs qu'elle a souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile au titre des activités couvertes par la présente convention. Elle s'engage à maintenir cette assurance en vigueur pendant toute la durée de la convention.

Article 15 : Information et coordination

Aux fins d'une bonne coordination entre les parties, la Métropole pourra se rapprocher de la Communauté afin de recueillir les informations liées à l'exécution de la présente convention ainsi qu'à la gestion des compétences que la Métropole assurera à l'échéance.

La Communauté ou son exploitant adressera à la Métropole :

- Tous les trimestres : un bilan des volumes délivrés (journalier et mensuel) et des analyses de contrôle de la qualité des eaux ;
- Dans les six mois de la clôture de l'exercice concerné : un rapport annuel d'activité synthétisant les principaux indicateurs technico-financiers de la fourniture d'eau.

Article 16 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les deux parties ou en cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties.

Dans les deux cas, un préavis de trois mois après réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception, devra être respecté.

Article 17 : Attributions juridictionnelles

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, toute action contentieuse doit être soumise au Tribunal Administratif de Toulon.

Article 18 : Conditions d'application de la présente convention dans les contrats de délégation

La présente convention doit être annexée aux contrats existants ou à venir de délégation des deux services publics.

Toute modification de la présente convention doit être intégrée par avenant aux contrats de délégation de service public de l'acheteur et du vendeur, existants ou à venir.

En cas de défaillance ou de non renouvellement des contrats d'affermage de production et de distribution d'eau potable, les parties s'engagent, pour l'application de la présente convention, à se substituer, dans leurs droits et obligations à leur délégataire respectif.

Fait à La Cadière d'Azur, le

Pour la Communauté,
La Présidente
Blandine MONNIER

Pour la Métropole,
Le Président
Hubert FALCO

ANNEXE 1 : Plan de localisation du maillage Sanary-sur-Mer haut service et Ollioules



CONVENTION DE FACTURATION RELATIVE AUX LIVRAISONS D'EAU SUR LA COMMUNE D'OLLIIOULES

La présente convention définit les conditions de facturation des approvisionnements en eau pour la commune d'Ollioules selon les conditions tarifaires fixées par l'article 11 de la convention de fourniture d'eau potable entre la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les index du compteur de livraison et les dates des relevés devront figurer sur la facture ; aucune facture ne pourra être émise sur la base d'estimations.

Conformément à la législation en vigueur, les redevances sont explicitement majorées, lors de la facturation, de la TVA au taux en vigueur (5,5 %) et des charges fiscales ou redevances frappant éventuellement les ventes d'eau.

Les redevances d'Agence de l'Eau liées aux prélèvements d'eau, telles qu'approuvées par la Comité de Bassin, sont collectées par l'Exploitant Communauté pour le compte de l'Agence.

La facturation sera constituée d'une facturation au réel des volumes consommés et d'une part fixe. Les modalités de facturation de ces deux parts s'effectueront comme suit :

Facturation de la part proportionnelle :

Cette facturation sera établie par l'Exploitant Communauté (Société des Eaux de Marseille), délégataire du contrat de concession, tous les trimestres à terme échu avant le 10 du mois, et sera payée par l'Exploitant Métropole (Suez Eau France) dans un délai de 30 jours.

Passé ce délai, l'Exploitant Communauté sera en droit de demander l'application d'intérêts calculés au taux d'intérêt légal en vigueur.

Facturation de la part fixe :

Cette facturation sera établie par la Communauté chaque année et sera payée par l'Exploitant Métropole (Suez Eau France) dans un délai de 30 jours.

Passé ce délai, la Communauté sera en droit de demander l'application d'intérêts calculés au taux d'intérêt légal en vigueur.

Les factures seront établies au nom de SUEZ Eau France (Exploitant Métropole), agissant en qualité de concessionnaire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur la commune d'Ollioules :

SUEZ EAU FRANCE
290 avenue de Galilée
Parc Cézanne Bâtiment 1
13100 Aix la Duranne

Fait à La Cadière d'Azur, le

Pour la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume,
La Présidente
Blandine MONNIER

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
Le Président
Hubert FALCO

Pour la Société des Eaux de Marseille,
Le représentant

Pour SUEZ Eau France,
Le représentant

CONVENTION DE FACTURATION RELATIVE AUX LIVRAISONS D'EAU SUR LA COMMUNE DE SIX-FOURS- LES-PLAGES

La présente convention définit les conditions de facturation des approvisionnements en eau pour la commune de Six-Fours-les-Plages selon les conditions tarifaires fixées par l'article 11 de la convention de fourniture d'eau potable entre la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Les index du compteur de livraison et les dates des relevés devront figurer sur la facture ; aucune facture ne pourra être émise sur la base d'estimations.

Conformément à la législation en vigueur, les redevances sont explicitement majorées, lors de la facturation, de la TVA au taux en vigueur (5,5 %) et des charges fiscales ou redevances frappant éventuellement les ventes d'eau.

Les redevances d'Agence de l'Eau liées aux prélèvements d'eau, telles qu'approuvées par la Comité de Bassin, sont collectées par l'Exploitant Communauté pour le compte de l'Agence.

La facturation sera constituée d'une facturation au réel des volumes consommés et d'une part fixe. Les modalités de facturation de ces deux parts s'effectueront comme suit :

Facturation de la part proportionnelle :

Cette facturation sera établie par l'Exploitant Communauté (Société des Eaux de Marseille), délégataire du contrat de concession, tous les trimestres à terme échu avant le 10 du mois, et sera payée par la Métropole dans un délai de 30 jours. Passé ce délai, l'Exploitant Communauté sera en droit de demander l'application d'intérêts calculés au taux d'intérêt légal en vigueur.

Facturation de la part fixe :

Cette facturation sera établie par la Communauté chaque année et sera payée par la Métropole dans un délai de 30 jours. Passé ce délai, la Communauté sera en droit de demander l'application d'intérêts calculés au taux d'intérêt légal en vigueur.

Modalités de transmission des factures :

Les factures seront établies au nom de la Métropole Toulon Provence Méditerranée agissant en qualité d'exploitant de la commune de Six-Fours-les-Plages.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. A cette fin de dématérialisation, la collectivité est connectée à la solution Chorus Portail Pro 2017. Cette solution technique mutualisée et gratuite est proposée aux entreprises et aux

établissements publics à l'adresse suivante : https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/

Les modalités de transmission des demandes de paiements dématérialisées sont indiquées sur le site. Les informations nécessaires au dépôt des factures sont les suivantes :

SIRET TPM Eau Six-Fours : 24830054300316

Code Service : EAU

Adresse : Métropole Toulon Provence Méditerranée
107, Boulevard Henri Fabre
CS 30536
83 041 TOULON CEDEX 09

Fait à La Cadière d'Azur, le

Pour la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume,
La Présidente
Blandine MONNIER

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
Le Président
Hubert FALCO

Pour la Société des Eaux de Marseille,
Le représentant

